

AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C - 2007/23261]

10 AOUT 2007. — Avis relatif à l'attribution d'analyses et l'acceptation de résultats de laboratoires - Exécution de l'arrêté royal du 15 avril 2005 relatif à la désignation des laboratoires officiels, fixant la procédure et les conditions d'agrément des laboratoires qui effectuent des analyses dans le cadre des missions de contrôle de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et portant exécution de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet bêta-adrenergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux

En application de l'article 10 de l'arrêté royal du 15 avril 2005 relatif à la désignation des laboratoires officiels, fixant la procédure et les conditions d'agrément des laboratoires qui effectuent des analyses dans le cadre des missions de contrôle de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et portant exécution de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet anti-hormonal, à effet bêta-adrenergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux; et pour une période de 6 mois à dater du 10 août 2007, les analyses relatives à la détection de pentachlorophénol dans la gomme de guar et les produits qui contiennent de la gomme de guar sont attribuées aux laboratoires ci-après :

Institut Scientifique de Santé publique (ISP)

Rue J. Wytzman 14

1050 Bruxelles

SGS Belgium NV

Polderdijkweg 16, Haven 407

2030 Antwerpen

Bruxelles, le 10 août 2007

L'Administrateur délégué,

Gil HOUINS

FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C - 2007/23261]

10 AUGUSTUS 2007. — Bericht betreffende het toekennen van analyses en het aanvaarden van de laboratoriumresultaten – Uitvoering van het koninklijk besluit van 15 april 2005 betreffende de aanduiding van de officiële laboratoria, tot bepaling van de procedure en de erkenningsvoorwaarden van laboratoria die analyses uitvoeren in het kader van de controleopdracht van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot uitvoering van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking

In toepassing van artikel 10 van het koninklijk besluit van 15 april 2005 betreffende de aanduiding van de officiële laboratoria, tot bepaling van de procedure en de erkenningsvoorwaarden van laboratoria die analyses uitvoeren in het kader van de controleopdracht van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot uitvoering van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking, en voor een periode van 6 maanden beginnend vanaf 10 augustus 2007, worden de analyses met betrekking tot de bepaling van pentachloorfenol in guargom en producten waarin guargom verwerkt is, toegewezen aan de hiernavolgende laboratoria :

Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid (WIV)

J. Wytzmanstraat 14

1050 Brussel

SGS Belgium NV

Polderdijkweg 16, Haven 407

2030 Antwerpen

Brussel, 10 augustus 2007

De Gedelegeerd bestuurder,

Gil HOUINS

AGENCE FEDERALE
POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C - 2007/23252]

Organismes certificateurs agréés

En vertu de l'article 10 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire, est agréé jusqu'au 5 février 2009, l'organisme certificateur SGS Belgium NV – Noorderlaan 87 – 2030 Antwerpen – Tél. 32-(0)3 545 48 48 – n° d'agrément CI-003, dans le cadre de la validation des systèmes d'autocontrôle basés sur les guides :

G-009 « Guide autocontrôle pour la collecte et le transport de lait cru ».

G-012 « Guide sectoriel de l'autocontrôle pour la production primaire végétale ».

FEDERAAL AGENTSCHAP
VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C - 2007/23252]

Erkende certificeringsinstellingen

Krachtens artikel 10 van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende autocontrole, meldingsplicht en traceerbaarheid in de voedselketen is de certificeringsinstelling SGS Belgium NV – Noorderlaan 87 – 2030 Antwerpen – Tel. 32-(0)3 545 48 48 – erkenningsnummer CI-003 tot 5 februari 2009 erkend in het kader van de validatie van autocontrolesystemen op basis van de gidsen :

G-009 « Gids voor autocontrole van de ophaling en het transport van rauwe melk ».

G-012 « Sectorgids autocontrole voor de primaire plantaardige productie ».

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2007/202549]

19 JUIN 2007. — Circulaire ministérielle relative à la mise en œuvre
des commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité

I. REFERENCES LEGALES

Articles 7, 17, 33, 50, 51, 79, 127, 6°, 168, 173, 251, 255/1, 255/2, 259/1, 259/2 et 268 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

II. INTRODUCTION

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application des règles de composition et de fonctionnement des commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité à la suite du renouvellement des conseils communaux.

Elle remplace la circulaire ministérielle du 12 janvier 2001 (*Moniteur belge* du 16 mars 2001).

Les décrets des 18 juillet 2002, 1^{er} avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1^{er} juin 2006 et 15 février 2007 ont modifié les règles relatives aux commissions consultatives communales d'aménagement du territoire quant aux points qui suivent.

- **Sur le plan général**

- L'intitulé de la commission communale est complété de manière à y viser sa compétence en mobilité et devient la commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité (C.C.A.T.M.).

- **Sur le plan de la composition**

- Le nombre de membres de la commission est de douze membres (communes de moins de vingt mille habitants) ou seize membres (communes d'au moins vingt mille habitants).

- La présidence de la commission ne peut être confiée à un membre du collège communal.

- En ce compris le président, tout membre ne peut exercer plus de deux mandats effectifs consécutifs.

- A la demande du conseil communal, il peut être dérogé à la règle de proportionnalité en faveur de la minorité du conseil.

- Les intérêts de mobilité doivent être présents au sein de la commission.

- Le conseil communal choisit les membres en respectant, notamment, une représentation de la pyramide des âges spécifique à la commune.

- **Sur le plan des compétences**

Les modifications apportées au Code par les décrets des 18 juillet 2002, 1^{er} avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1^{er} juin 2006 et 15 février 2007 confient de nouvelles missions à la C.C.A.T.M., notamment la mobilité.

En plus des missions définies dans le Code, la C.C.A.T.M. peut donner des avis d'initiative sur les sujets qu'elle estime pertinents.

- **Sur le plan du fonctionnement**

- La commission doit se réunir au moins six fois par an.

- Le Gouvernement peut arrêter le montant du jeton de présence auquel ont droit le président et les membres de la commission communale.

- **Sur le plan de la procédure**

Les dossiers de constitution, de renouvellement et de modification de la C.C.A.T.M. ne doivent pas être soumis à l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire.

III. COMPOSITION

Généralités

N'est considéré comme membre de la C.C.A.T.M. que le membre effectif.

En ce compris le président, tout membre de la commission communale ne peut exercer plus de deux mandats effectifs consécutifs. Cette disposition s'applique pour les deux dernières mandatures consécutives antérieures à l'entrée en vigueur du décret du 15 février 2007. Un membre effectif ayant déjà exercé deux mandats consécutifs peut être désigné comme suppléant. De même, un suppléant ayant exercé deux mandats consécutifs peut être désigné comme membre effectif.

Sur la présentation d'un ou de plusieurs conseillers communaux, le conseil communal choisit le président et les membres en respectant :

- une répartition géographique équilibrée sur l'ensemble du territoire de la commune;

- une représentativité des intérêts économiques, sociaux, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité doit être assurée;

- une représentation de la pyramide des âges spécifique à la commune.

Nombre de membres

Le nombre de membres composant la C.C.A.T.M. est fonction du chiffre de population de la commune à la date de la délibération du conseil communal relative à la constitution ou au renouvellement de la C.C.A.T.M. Le nombre de membres reste invariable quelle que soit l'évolution de la population en cours de mandature.

Pour chaque membre, le conseil communal peut désigner un ou plusieurs suppléants, lequel ou lesquels doivent alors représenter les mêmes intérêts que le membre effectif concerné.

Outre le président, la C.C.A.T.M. est composée de :

- douze membres pour une population de moins de vingt mille habitants;

- seize membres pour une population d'au moins vingt mille habitants.

Présidence

Le conseil communal choisit le président de la commission communale parmi les personnes qui ont posé leur candidature, conformément aux modalités de l'appel public.

Le président ne peut être un membre du collège communal.

Le membre du collège communal ayant l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions et le conseiller en aménagement du territoire et urbanisme visé à l'article 12, § 1^{er}, 6^o, du Code siègent d'office auprès de la commission communale avec voix consultative.

Le président n'est ni un membre ni un suppléant et ne peut en conséquence être repris parmi ceux-ci. Il n'a pas de suppléant.

Quart communal

En ce qui concerne le quart communal, l'article 7 du Code dispose que la commission communale comprend un quart de membres délégués par le conseil communal. Ce quart se répartit selon une représentation proportionnelle à l'importance de la majorité et de la minorité au sein du conseil communal et est choisi respectivement par les conseillers communaux de l'une et de l'autre.

A la demande du conseil communal, il peut être dérogé à la règle de proportionnalité en faveur de la minorité.

Les conseillers communaux de la majorité, d'une part, et de la minorité, d'autre part, désignent respectivement leurs représentants. Le conseil communal entérine ces décisions.

Autres membres

Les autres membres et leurs suppléants éventuels sont choisis parmi les personnes ayant déposé leur candidature dans les délais prévus par l'appel public. Un membre ne peut être suppléant; un suppléant ne peut l'être que pour un seul membre.

Si le conseil communal choisit de désigner pour chaque membre un ou plusieurs suppléants, ceux-ci doivent représenter le même centre d'intérêt ou, à défaut, un centre d'intérêt similaire.

Le conseil communal choisit les membres sur la base d'une présentation de l'ensemble des candidats.

La détermination des intérêts se fera en fonction des motivations consignées dans les actes de candidature.

Si une association désire être représentée, elle doit appuyer une candidature personnelle consentante. Si un membre désire représenter une association, il doit fournir un mandat express de celle-ci.

Dans son choix, pour l'ensemble de la commission, le conseil communal peut utilement s'inspirer du prescrit du décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs régionaux (*Moniteur belge* du 20 mai 2003), notamment quant à l'article 3 qui précise que deux tiers au maximum des membres d'un organe consultatif sont du même sexe.

Incompatibilité

Le principe général est que l'on ne peut participer à l'instruction d'une affaire et à son jugement.

Vu l'intérêt pour la commune de s'entourer de plusieurs avis, il est opportun de distinguer l'avis de la C.C.A.T.M. de ceux émis par des administrations.

En conséquence, tous les fonctionnaires appelés, dans leur cadre professionnel, à instruire ou à statuer sur les dossiers relatifs à la commune en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de patrimoine et de mobilité ne peuvent être président, membre ou suppléant de la C.C.A.T.M. Une attestation du supérieur hiérarchique précisera les fonctions du fonctionnaire ayant éventuellement fait acte de candidature. Les incompatibilités en matière d'instruction des dossiers de mobilité sont limitées aux seules demandes instruites sur la base du Code.

Des personnes peuvent être appelées au titre d'expert par la C.C.A.T.M. en fonction de l'ordre du jour. Il n'y a pas d'expert permanent. Les experts ne prennent pas part aux délibérations.

Lorsque le président, un membre ou un suppléant est directement ou indirectement concerné par un dossier examiné par la C.C.A.T.M., il doit quitter la séance et ne peut en aucun cas participer aux votes.

IV. COMPETENCES

Outre les avis que le Code la charge de donner, la commission peut donner des avis d'initiative sur les sujets qu'elle estime pertinents.

Le collège communal ou le conseil communal peut, d'initiative, soumettre des dossiers pour avis à la C.C.A.T.M.

Ainsi, entre autres, la référence explicite à la compétence en matière de mobilité conduit à privilégier cet aspect dans les avis, plus particulièrement quant aux transports publics ou aux aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

V. PROCEDURE

1. Institution ou renouvellement

a. Décision du conseil communal

Si la commission communale existe déjà, le conseil communal, dans les trois mois de sa propre installation, en décide le renouvellement. Il s'agit d'un délai d'ordre.

Dans les six mois de sa propre installation, le conseil communal décide de l'établissement de la C.C.A.T.M. Il s'agit également d'un délai d'ordre.

Dans les deux cas, le conseil communal charge le collège communal de lancer un appel public dans le mois de la décision d'installation ou de renouvellement de la commission.

b. Appel public

° Délai

Le collège communal lance l'appel public et en détermine le délai. Celui-ci sera suffisant pour permettre de recueillir un maximum de candidatures. Idéalement, ce délai est de minimum trente jours calendrier.

° Formes de publicité

Le modèle et les dimensions doivent être conformes aux dispositions visées à l'article 7, § 3, 2^e alinéa du Code. Lors d'une modification décrétale en la matière, le modèle et les dimensions de l'avis visé à l'article précité restent d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel arrêté d'exécution modificatif.

L'avis doit être inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande, selon le cas. S'il existe un bulletin communal d'information, un journal publicitaire distribué gratuitement à la population ou un site Internet communal, l'avis y est inséré.

° Actes de candidature

Les actes de candidature doivent être adressés par envoi recommandé auprès du collège communal, ou déposés, contre récépissé, à la maison communale, dans les délais et au plus tard la veille de la date indiquée dans l'appel public.

Les candidatures reprennent au minimum les nom, prénom, domicile, âge, sexe, motivations, fonction et le(s) intérêt(s) (sociaux, économiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité) que le candidat souhaite représenter.

En ce qui concerne la représentation de la pyramide des âges, il y a lieu de viser l'article 488 du Code civil, lequel établit qu'à la majorité, fixée à dix-huit ans accomplis, on est capable de tous les actes de la vie civile, en l'occurrence le dépôt de l'acte de candidature.

Le secrétaire communal dresse une liste chronologique du dépôt des candidatures; celle-ci sera jointe au dossier lors de la désignation des membres et des suppléants par le conseil communal.

° Appel complémentaire

Si le nombre de candidatures reçues lors de l'appel public n'est pas suffisant, le collège communal peut décider de lancer un appel complémentaire. Cet appel prend cours à la date fixée par le collège communal.

c. Choix du président, des membres et des suppléants

La désignation du président, des membres et des suppléants est actée dans une même délibération du conseil communal.

Le conseil communal dispose deux mois à dater de la fin de l'appel public pour choisir le président et les membres et de désigner les suppléants.

Afin d'éviter tout dysfonctionnement en cours de législature, il est souhaitable qu'un ou plusieurs suppléants soient désignés.

Le conseil communal veille à classer les suppléants par ordre hiérarchique de manière à pouvoir identifier celui qui exerce les prérogatives du membre en son absence.

d. Calcul du quart communal

Le calcul du quart communal s'effectue sans tenir compte du président et se répartit de la façon qui suit :

Nombre de membres de la C.C.A.T.M.	Nombre de conseillers communaux (c.c.) ou de leurs délégués
12	3
16	4

Une simple règle de trois assure le décompte exact de cette représentation. Lorsque le résultat du calcul est un nombre avec décimales, il convient d'arrondir à l'unité inférieure les valeurs comprises entre 0,01 et 0,49 et à l'unité supérieure les valeurs comprises entre 0,50 et 0,99.

Le nombre de membres représentant la majorité dans le quart communal =

$$\frac{\text{le nombre de c.c. de la majorité}}{\text{le nombre total de c.c. communal}} \times \text{le nombre de membres représentant le } 1/4$$

Le nombre de membres représentant la minorité dans le quart communal =

$$\frac{\text{le nombre de c.c. de l'opposition}}{\text{le nombre total de c.c. communal}} \times \text{le nombre de membres représentant le } 1/4$$

exemple : la commune compte 22 000 habitants, le conseil communal comprend 25 membres dont 17 membres représentent la majorité et 8 membres représentent la minorité. Le nombre de membres de la C.C.A.T.M. est de 16 membres. Outre leurs suppléants éventuels, le quart communal comprendra donc 4 membres et sera composé comme suit :

Pour la majorité :

$$\frac{17}{25} \times 4 = 2,74 \text{ membres soit } 3 \text{ membres}$$

Pour la minorité :

$$\frac{8}{25} \times 4 = 1,28 \text{ membre soit } 1 \text{ membre}$$

Pour rappel, à la demande du conseil communal, il peut être dérogé à la règle de proportionnalité, mais uniquement en faveur de la minorité.

2. Renouvellement partiel en cours de mandature

En cas de motif légitime, le conseil communal dispose de la faculté de procéder en cours de mandature au renouvellement partiel de la C.C.A.T.M., par exemple si le nombre de suppléants ne permet pas de pourvoir aux postes vacants. Lors du renouvellement partiel, l'appel public sera lancé en fonction du nombre de mandats vacants.

Ce renouvellement partiel respecte toutes les formalités prévues pour l'institution ou le renouvellement intégral d'une C.C.A.T.M.

Tout remaniement doit être justifié.

Présidence

Si le mandat du président devient vacant, le conseil communal propose son remplacement au Gouvernement, conformément à l'article 7 du Code et au règlement d'ordre intérieur.

Un arrêté ministériel sanctionne cette désignation.

Au sein du quart communal

En cours de mandature, il peut arriver qu'un mandat au sein du quart communal devienne vacant à la suite d'une démission, d'un décès, d'une incompatibilité ou si les conseillers communaux d'une tendance retirent leur confiance à un ou plusieurs de leurs représentants au sein du quart communal.

En ce cas, ils proposent au conseil communal le remplacement de ce ou de ces membres par des candidats de leur choix. Ils peuvent également choisir de remplacer ou de retirer des suppléants ou encore d'en augmenter le nombre.

Un arrêté ministériel sanctionne la désignation de nouveaux membres du quart communal.

Le conseil communal acte, le cas échéant, les défaillances d'un ou plusieurs suppléants. Cette délibération est soumise pour information au Gouvernement.

Parmi les autres membres

° *Vacance d'un mandat de membre*

Si le mandat d'un membre devient vacant, le conseil communal acte cette vacance et choisit son remplaçant parmi ses suppléants, dans l'ordre hiérarchique fixé précédemment. A défaut de suppléant, le conseil communal peut également choisir un suppléant d'un autre membre qui représente le même centre d'intérêt ou, à défaut, un centre d'intérêt similaire, comme formulé dans l'acte de candidature.

Un arrêté ministériel sanctionne la désignation du nouveau membre.

En l'absence de suppléant, le conseil communal procède au renouvellement partiel, voire intégral, de la C.C.A.T.M.

° *Vacance d'un mandat de suppléant*

Si le mandat d'un suppléant devient vacant, le conseil communal acte cette vacance. Il peut :

- soit désigner un suppléant dans l'ordre hiérarchique fixé précédemment;
- soit désigner un suppléant d'un autre membre, représentant le même centre d'intérêt ou, à défaut, un centre d'intérêt similaire;
- soit ne pas procéder à son remplacement.

Cette délibération est soumise pour information au Gouvernement.

Aucun arrêté ministériel ne sanctionne cette décision.

Toute vacance de mandat (membre ou suppléant) doit faire l'objet d'une justification par délibération du conseil communal et, le cas échéant, par l'envoi de la lettre de démission.

Les candidats non retenus lors de l'installation de la C.C.A.T.M. ne sont pas versés dans une réserve.

3. Dissolution de la C.C.A.T. M.

Conformément à l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, du Code, soit d'initiative, soit sur la proposition du conseil communal, le Gouvernement peut abroger l'arrêté instituant la commission communale lorsque celle-ci ne se réunit plus, fonctionne de manière irrégulière ou lorsque la décision de renouvellement visée au dit alinéa 1^{er} fait défaut.

En cours de mandature, lorsque le Gouvernement constate que la C.C.A.T.M. ne remplit pas ses missions de manière régulière, il en avertit par courrier l'autorité communale et l'invite à régulariser la situation.

Si la situation n'est pas régularisée dans un délai de trois mois, le Gouvernement peut, d'initiative, procéder à la suppression de la C.C.A.T.M.

VI. FONCTIONNEMENT DE LA C.C.A.T.M.

1. Règlement d'ordre intérieur

Le Gouvernement institue la commission et en arrête simultanément le règlement d'ordre d'intérieur.

Ce règlement constitue l'outil de référence en ce qui concerne le fonctionnement de la commission.

A l'occasion de l'institution ou du renouvellement de la C.C.A.T.M., les autorités communales sont tenues de proposer au Gouvernement soit un projet de nouveau règlement d'ordre intérieur soit une adaptation de celui-ci en fonction des dispositions décrétales en vigueur.

Un arrêté ministériel sanctionne toute modification.

Un règlement d'ordre intérieur-type peut être obtenu auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine - Direction de l'Aménagement local - rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes (081-33 25 43 ou 081-33 25 82)

2. Subvention de fonctionnement

Peut bénéficier de la subvention annuelle, la commune dont la commission justifie, au cours de l'année précédant celle de la demande, de l'exercice régulier de ses compétences, conformément à l'article 255/1 du Code.

La demande, accompagnée du rapport d'activités de l'année écoulée, doit être introduite par le collège communal auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine - Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme, dans les trois premiers mois qui suivent l'année pour laquelle la subvention est sollicitée. Les formulaires adéquats sont disponibles sur le site internet de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine.

La présente circulaire remplace la circulaire ministérielle du 12 janvier 2001.

Namur, le 19 juin 2007.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2007/202549]

19. JUNI 2007 — Ministerielles Rundschreiben bezüglich der Einsetzung der kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung und Mobilität

I GESETZLICHE ANGABEN

Artikel 7, 17, 33, 50, 51, 79, 127, 6^o, 168, 173, 251, 255/1, 255/2, 259/1, 259/2 und 268 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

II EINLEITUNG

Das vorliegende Rundschreiben hat zum Zweck, die Modalitäten für die Anwendung der Regeln bezüglich der Zusammensetzung und der Arbeitsweise der kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung und Mobilität infolge der Erneuerung der Gemeinderäte zu präzisieren.

Es ersetzt das ministerielle Rundschreiben vom 12. Januar 2001 (*Belgisches Staatsblatt* vom 16. März 2001).

Die Dekrete vom 18. Juli 2002, vom 1. April 2004, vom 3. Februar 2005, vom 27. Oktober 2005, vom 23. Februar 2006, vom 1. Juni 2006 und vom 15. Februar 2007 haben die Regeln bezüglich der kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung, was die folgenden Punkte betrifft, abgeändert.

• In allgemeiner Hinsicht

• Die Bezeichnung des kommunalen Ausschusses wird ergänzt, damit seine Zuständigkeit im Bereich der Mobilität ebenfalls erwähnt wird. Er wird von nun an als "kommunaler Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität" (C.C.A.T.M.) bezeichnet.

• Hinsichtlich der Zusammensetzung

• Die Anzahl der Mitglieder des Ausschusses ist zwölf (Gemeinden mit einer Bevölkerung unter zwanzigtausend Einwohnern) oder sechzehn Mitglieder (Gemeinden mit einer Bevölkerung von mindestens zwanzigtausend Einwohnern).

• Der Vorsitz des Ausschusses kann keinem Mitglied des Gemeindegremiums anvertraut werden.

• Die Mitglieder - einschließlich des Vorsitzenden - dürfen nicht mehr als zwei aufeinanderfolgende effektive Mandate ausüben.

• Auf Antrag des Gemeinderats kann zugunsten der Minderheit im Rat von der Regel der proportionalen Vertretung abgewichen werden.

• Die Interessen der Mobilität müssen innerhalb des Ausschusses vertreten sein.

• Der Gemeinderat wählt die Mitglieder insbesondere unter Beachtung der gemeindespezifischen Vertretung der Alterspyramide.

• Hinsichtlich der Zuständigkeiten

Die Abänderungen, die durch die Dekrete vom 18. Juli 2002, vom 1. April 2004, vom 3. Februar 2005, vom 27. Oktober 2005, vom 23. Februar 2006, vom 1. Juni 2006 und vom 15. Februar 2007 im Gesetzbuch angebracht wurden, vertrauen dem C.C.A.T.M. neue Aufgaben an, insbesondere in Sachen Mobilität.

Neben den im Gesetzbuch bestimmten Aufgaben kann der C.C.A.T.M. Gutachten über Angelegenheiten, die er für relevant hält, auf eigene Initiative abgeben.

- **Hinsichtlich der Arbeitsweise**

- Der Ausschuss muss sich mindestens sechsmal im Jahr versammeln.
- Die Regierung kann den Betrag des Anwesenheitsgeldes, auf das der Vorsitzende und die Mitglieder des kommunalen Ausschusses Anspruch haben, festlegen.

- **- Hinsichtlich der Verfahrensweise**

Die Akten zur Bildung, Erneuerung und Abänderung des C.C.A.T.M. müssen dem Regionalausschuss für Raumordnung zur Begutachtung nicht unterbreitet werden.

III ZUSAMMENSETZUNG

Allgemeines

Nur die effektiven Mitglieder werden als Mitglieder des C.C.A.T.M. betrachtet.

Alle Mitglieder des kommunalen Ausschusses - einschließlich des Vorsitzenden - dürfen nicht mehr als zwei aufeinanderfolgende effektive Mandate ausüben. Diese Bestimmung findet Anwendung auf die letzten zwei aufeinanderfolgenden Mandatsperioden, die dem Inkrafttreten des Dekrets vom 15. Februar 2007 vorangegangen sind. Ein effektives Mitglied, das zwei aufeinanderfolgende Mandate schon ausgeübt hat, kann als stellvertretendes Mitglied bezeichnet werden. Ein stellvertretendes Mitglied, das zwei aufeinanderfolgende Mandate ausgeübt hat, kann ebenfalls als effektives Mitglied bezeichnet werden.

Auf Präsentation eines oder mehrerer Gemeinderatsmitglieder wählt der Gemeinderat den Vorsitzenden und die Mitglieder, unter Beachtung :

- einer ausgeglichenen geographischen Verteilung auf dem gesamten Gebiet der Gemeinde;
- der Gewährleistung eines repräsentativen Charakters der Gruppen mit wirtschaftlichen, sozialen, erbe-, umwelt- und mobilitätsbezogenen Interessen;
- einer gemeindespezifischen Vertretung der Alterspyramide.

Anzahl Mitglieder

Die Anzahl der Mitglieder, aus denen sich der C.C.A.T.M. zusammensetzt, hängt von der Bevölkerungszahl der Gemeinde am Tag der Beschlussfassung des Gemeinderats bezüglich der Einsetzung oder der Erneuerung des C.C.A.T.M. ab. Die Anzahl Mitglieder bleibt unverändert, was auch die Entwicklung der Bevölkerung im Laufe der Mandatsperiode sein mag.

Für jedes Mitglied kann der Gemeinderat einen oder mehrere Stellvertreter bezeichnen, der bzw. die dann die gleichen Interessen wie das betroffene effektive Mitglied vertreten.

Neben dem Vorsitzenden hat der C.C.A.T.M. folgende Zusammensetzung:

- zwölf Mitglieder für eine Bevölkerung unter zwanzigtausend Einwohnern;
- sechzehn Mitglieder für eine Bevölkerung von mindestens zwanzigtausend Einwohnern.

Vorsitz

Der Gemeinderat wählt den Vorsitzenden des kommunalen Ausschusses unter den Personen, die gemäß den Modalitäten für den öffentlichen Aufruf kandidiert haben.

Der Vorsitzende darf nicht Mitglied des Gemeindegremiums sein.

Das Mitglied des Gemeindegremiums, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung und der Städtebau gehören, und der in Artikel 12, § 1, 6°, des Gesetzbuches erwähnte Raumordnungs- und Städtebauberater sitzen in dem kommunalen Ausschuss mit beratender Stimme.

Der Vorsitzende ist weder ein Mitglied noch ein Stellvertreter und darf daher nicht unter diesen aufgenommen werden. Er hat keinen Stellvertreter.

Viertelanteil der Gemeinde

Was den Viertelanteil der Gemeinde angeht, wird in Artikel 7 das Folgende bestimmt: ein Viertel der Mitglieder des kommunalen Ausschusses werden vom Gemeinderat abgeordnet. Dieser Viertelanteil wird proportional zur Vertretung von Mehrheit und Opposition im Gemeinderat verteilt und wird respektive durch die Gemeinderatsmitglieder der einen und der anderen Richtung ausgewählt.

Auf Antrag des Gemeinderats kann zugunsten der Opposition im Rat von der Regel der proportionalen Vertretung abgewichen werden.

Die Gemeinderatsmitglieder der Mehrheit einerseits und der Opposition andererseits bezeichnen jeweils ihre Vertreter. Der Gemeinderat billigt diese Beschlüsse.

Weitere Mitglieder

Die weiteren Mitglieder und deren eventuelle Stellvertreter werden unter den Personen bezeichnet, die ihr Bewerbungsschreiben innerhalb der beim öffentlichen Aufruf vorgesehenen Fristen abgegeben haben. Ein Mitglied darf nicht Stellvertreter sein; ein Stellvertreter darf nur ein einziges Mitglied vertreten.

Wenn der Gemeinderat beschließt, für jedes Mitglied einen oder mehrere Stellvertreter zu bezeichnen, müssen diese die gleichen Interessen oder mangels dessen gleichgestellte Interessen vertreten.

Der Gemeinderat wählt die Mitglieder auf der Basis einer Präsentation der gesamten Bewerber.

Die Bestimmung der Interessen beruht auf den in den Bewerbungsschreiben vermerkten Begründungen.

Wenn ein Verein wünscht, vertreten zu werden, kann er eine individuelle zustimmende Bewerbung unterstützen. Wenn ein Mitglied wünscht, einen Verein zu vertreten, muss er ein ausdrückliches Mandat dieses Vereins vorlegen.

Bei seiner Wahl und für die Gesamtheit des Ausschusses kann der Gemeinderat sich von den Vorschriften des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau in den Beratungsorganen (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. Mai 2003), insbesondere von Artikel 3, der bestimmt, dass höchstens zwei Drittel der Mitglieder eines Beratungsorgans gleichen Geschlechts sind, leiten lassen.

Unvereinbarkeiten

Der allgemeine Grundsatz kommt weiterhin zur Anwendung : bei einer Angelegenheit darf man nicht gleichzeitig an der Ermittlung und an der Entscheidung teilnehmen.

In Anbetracht des Nutzens für die Gemeinde, mehrere Gutachten zu sammeln, ist es angebracht, das Gutachten des C.C.A.T.M. von den Gutachten der Verwaltung zu unterscheiden.

Anzahl der Mitglieder, die innerhalb des Viertelanteils der Gemeinde die Mehrheit vertreten =

$$\frac{\text{Anzahl Gemeinderatsmgl. der Mehrheit}}{\text{Gesamtzahl der Gemeinderatsmgl.}} \times \text{Anzahl der Mgl, die den Viertelanteil der Gemeinde vertreten}$$

Gesamtzahl der Gemeinderatsmgl.
 Anzahl der Mitglieder, die innerhalb des Viertelanteils der Gemeinde die Opposition vertreten =

$$\frac{\text{Anzahl Gemeinderatsmgl. der Opposition}}{\text{Gesamtzahl der Gemeinderatsmgl.}} \times \text{Anz. der Mgl, die den Viertelanteil der Gemeinde vertreten}$$

Beispiel: Die Gemeinde zählt 22 000 Einwohner, der Gemeinderat hat 25 Mitglieder, von denen 17 Mitglieder die Mehrheit und 8 Mitglieder die Opposition vertreten. Es gibt 16 Mitglieder im C.C.A.T.M. Neben den eventuellen Stellvertretern besteht der Viertelanteil der Gemeinde aus 4 Mitgliedern und hat folgende Zusammensetzung:

Für die Mehrheit :

$$\frac{17}{25} \times 4 = 2,74 \text{ Mitglieder, d.h. 3 Mitglieder}$$

Für die Opposition :

$$\frac{8}{25} \times 4 = 1,28 \text{ Mitglied, d.h. 1 Mitglied}$$

Es ist daran zu erinnern, dass es auf Antrag des Gemeinderats von der Regel der proportionalen Vertretung aber nur zugunsten der Opposition des Rates abgewichen werden kann.

2. Teilerneuerung im Laufe der Mandatsperiode

Aus berechtigten Gründen hat der Gemeinderat die Möglichkeit, den C.C.A.T.M. im Laufe der Mandatsperiode teilweise zu erneuern, zum Beispiel, wenn die Anzahl Stellvertreter die Besetzung der freigewordenen Stellen nicht ermöglicht. Bei einer Teilerneuerung wird der öffentliche Aufruf je nach der Anzahl der frei gewordenen Mandate erlassen.

Diese Teilerneuerung beachtet die gesamten für die Einsetzung oder vollständigen Erneuerung eines C.C.A.T.M. vorgesehenen Formalitäten.

Jegliche Umbildung muss begründet werden.

Vorsitz

Wenn das Mandat des Vorsitzenden frei wird, schlägt der Gemeinderat der Regierung gemäß Artikel 7 des Gesetzbuches und der allgemeinen Dienstordnung seine Ersetzung vor.

Ein Ministerialerlass sanktioniert diese Bezeichnung.

Innerhalb des Viertelanteils der Gemeinde

Im Laufe der Mandatsperiode kann es vorkommen, dass ein Mandat innerhalb des Viertelsanteils der Gemeinde frei wird, sei es infolge eines Rücktritts, eines Todesfalls, einer Unvereinbarkeit oder weil die Gemeinderatsmitglieder einer politischen Richtung einem oder mehreren ihrer Vertreter im Viertelanteil der Gemeinde ihr Vertrauen entziehen.

In einem solchen Fall schlagen sie dem Gemeinderat vor, dieses bzw. diese Mitglieder durch die von ihnen auserwählten Bewerber zu ersetzen. Sie können sich ebenfalls dafür entscheiden, Stellvertreter zu ersetzen oder abzusetzen, oder deren Anzahl zu steigern.

Die Bezeichnung neuer Mitglieder im Viertelanteil der Gemeinde wird durch einen Ministerialerlass sanktioniert.

Gegebenenfalls wird der Gemeinderat Versäumnisse eines oder mehrerer Stellvertreter zu Protokoll bringen. Dieses Protokoll wird der Wallonischen Regierung zur Information übermittelt.

Unter den weiteren Mitgliedern

° *Das Mandat eines Mitglieds wird frei*

Wenn das Mandat eines Mitglieds frei wird, bringt der Gemeinderat dies zu Protokoll und wählt seinen Nachfolger nach der vorher festgelegten hierarchischen Folge unter den Stellvertretern. In Ermangelung eines Stellvertreters kann der Gemeinderat ebenfalls den Stellvertreter eines anderen Mitglieds wählen, der die gleichen Interessen oder mangels deren gleichartige Interessen nach den in dem Bewerbungsschreiben ausgedrückten Richtungen vertritt.

Die Bezeichnung des neuen Mitglieds wird durch einen Ministerialerlass sanktioniert.

In Ermangelung eines Stellvertreters muss die Gemeindebehörde den C.C.A.T.M. teilweise oder ganz erneuern.

° *Das Mandat eines Stellvertreters wird frei*

Wenn das Mandat eines Stellvertreters frei wird, bringt der Gemeinderat dies zu Protokoll. Es kann:

- entweder einen Stellvertreter in der vorher festgelegten hierarchischen Reihenfolge bezeichnen;
- oder den Stellvertreter eines anderen Mitglieds, der die gleichen Interessen oder mangels dessen gleichartige Interessen vertritt, bezeichnen;
- oder ihn nicht ersetzen.

Dieses Protokoll wird der Wallonischen Regierung zur Information übermittelt.

Kein Ministerialerlass bestätigt diesen Beschluss.

Jegliches vakante Mandat (Mitglied oder Stellvertreter) muss Gegenstand einer Begründung durch Beschluss des Gemeinderats und ggf. durch die Sendung des Rücktrittsgesuches sein.

Die bei der Einsetzung des C.C.A.T.M. nicht auserwählten Bewerber werden nicht in eine Anwerbsreserve aufgenommen.

3. Auflösung des C.C.A.T.M.

Gemäß Artikel 7, § 2, Absatz 1 des Gesetzbuches kann die Regierung auf eigene Initiative oder auf Vorschlag des Gemeinderates den Erlass zur Einsetzung des Kommunalausschusses aufheben, wenn dieser keine Versammlungen mehr abhält, nur unregelmäßig auftritt oder die im ersten Absatz genannte Entscheidung zur Erneuerung fehlt.

Wenn die Regierung im Laufe der Mandatsperiode feststellt, dass der C.C.A.T.M. seine Aufgaben nicht ordnungsmäßig erfüllt, benachrichtigt sie die Gemeindebehörde schriftlich und fordert sie auf, die Lage in Ordnung zu bringen.

Wird diese innerhalb einer Frist von drei Monaten nicht geregelt, kann die Regierung auf eigene Initiative den C.C.A.T.M. auflösen.

VI ARBEITSWEISE DES C.C.A.T.M.**1. Allgemeine Dienstordnung**

Die Regierung setzt den Ausschuss ein und legt gleichzeitig dessen allgemeine Dienstordnung fest.

Diese Dienstordnung bildet das Referenzinstrument, was die Arbeitsweise des Ausschusses betrifft.

Bei der Einsetzung oder Erneuerung der C.C.A.T.M. müssen die Gemeindebehörden der Regierung entweder einen Entwurf einer neuen allgemeinen Dienstordnung oder eine Anpassung von dieser je nach den geltenden Dekretsbestimmungen vorschlagen.

Ein Ministerialerlass sanktioniert jegliche Abänderung.

Ein Muster der allgemeinen Dienstordnung kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes - Direktion der örtlichen Planung, rue des Brigades d'Irlande 1, in 5100 Jambes erhalten werden.

2. Funktionszuschuss

Die Gemeinde, deren Ausschuss im Laufe des Jahres vor dem Jahr des Zuschussantrags nachweist, dass er seine Aufgaben gemäß Artikel 255/1 des Gesetzbuches regelmäßig erfüllt hat, kann den jährlichen Zuschuss in Anspruch nehmen.

Der Antrag ist innerhalb der ersten drei Monate nach dem Jahr, für welches der Zuschuss beantragt wird, zusammen mit einem Tätigkeitsbericht bezüglich des abgelaufenen Jahres durch das Gemeindegremium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes - Abteilung Raumordnung und Städtebau - einzureichen. Die entsprechenden Formulare sind auf der Webseite der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes erhältlich.

Das vorliegende Rundschreiben ersetzt das ministerielle Rundschreiben vom 12. Januar 2001.

Namur, den 19. Juli 2007

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2007/202549]

**19 JUNI 2007. — Ministeriële omzendbrief betreffende de installatie
van de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit**

I. WETTELIJKE VERWIJZINGEN

Artikelen 7, 17, 33, 50, 51, 79, 127, 6°, 168, 173, 251, 255/1, 255/2, 259/1, 259/2 en 268 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

II. INLEIDING

Deze omzendbrief heeft als doel de toepassingsmodaliteiten van de regels inzake samenstelling en werking van de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit na de vernieuwing van de gemeenteraden te verduidelijken.

Hij vervangt de ministeriële omzendbrief van 12 januari 2001 (*Belgisch Staatsblad* van 16 maart 2001).

De decreten van 18 juli 2002, 1 april 2004, 3 februari 2005, 27 oktober 2005, 23 februari 2006, 1 juni 2006 en 15 februari 2007 hebben de regels inzake de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening gewijzigd wat de volgende punten betreft.

- **Op algemeen vlak**

- Het opschrift van de gemeentelijke commissie wordt aangevuld om te verwijzen naar haar bevoegdheid inzake mobiliteit en wordt dus de gemeentelijke commissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit (C.C.A.T.M.).

- **Op het vlak van de samenstelling**

- Het ledenaantal van de commissie bestaat uit twaalf leden (gemeenten van minder dan twintigduizend inwoners) of zestien leden (gemeenten van minstens twintigduizend inwoners).

- Het voorzitterschap van de commissie mag niet aan een lid van het gemeentecollege worden toevertrouwd.

- Elk lid, de voorzitter inbegrepen, mag niet meer dan twee opeenvolgende effectieve mandaten uitoefenen.

- Op verzoek van de gemeenteraad kan van de evenredigheidsregel worden afgeweken ten gunste van de minderheid in de raad.

- De mobiliteitsbelangen moeten in de commissie aanwezig zijn.

- De gemeenteraad kiest de leden met inachtneming van, onder meer, een weergave van de leeftijdsopbouw die eigen is aan de gemeente.

- **Op het vlak van de bevoegdheden**

De bij de decreten van 18 juli 2002, 1 april 2004, 3 februari 2005, 27 oktober 2005, 23 februari 2006, 1 juni 2006 en 15 februari 2007 aangebrachte wijzigingen aan het Wetboek vertrouwen nieuwe opdrachten aan de "C.C.A.T.M." toe, onder meer de mobiliteit.

Naast de opdrachten omschreven in het Wetboek kan de "C.C.A.T.M." initiatiefadviezen geven over de onderwerpen die zij als relevant beschouwt.

- **Op het vlak van de werking**

- De commissie komt minstens zes keer per jaar bijeen.

Het bedrag van het presentiegeld waarop de voorzitter en de leden van de gemeentelijke commissie recht hebben kan door de Regering vastgelegd worden.

- **Op het vlak van de procedure**

De dossiers inzake de samenstelling, de vernieuwing en de wijziging van de "C.C.A.T.M." moeten niet aan het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening worden onderworpen.

III. SAMENSTELLING

Algemeen

Enkel een gewoon lid wordt als lid van de "C.C.A.T.M." beschouwd.

Elk lid van de gemeentelijke commissie, de voorzitter inbegrepen, mag niet meer dan twee opeenvolgende effectieve mandaten uitoefenen. Deze bepaling is van toepassing voor de duur van de twee laatste opeenvolgende mandaten die voorafgaan aan de inwerkingtreding van het decreet van 15 februari 2007. Een gewoon lid dat al twee opeenvolgende mandaten heeft uitgeoefend, kan als plaatsvervanger worden aangewezen. Een plaatsvervanger die twee opeenvolgende mandaten heeft uitgeoefend kan eveneens als gewoon lid worden aangewezen.

Op voordracht van één of meer van zijn leden kiest de gemeenteraad de voorzitter en de leden met inachtneming van :

- een evenwichtige geografische verspreiding op het gehele grondgebied van de gemeente;
- een vertegenwoordiging van de sociale, economische, patrimoniale, milieu en mobiliteitsbelangen moet behartigd worden;
- een weergave van de leeftijdsdistributie die eigen is aan de gemeente.

Aantal leden

Het aantal leden van de "C.C.A.T.M." hangt af van het bevolkingscijfer van de gemeente op de datum van de gemeentelijke raadsliding over de samenstelling of de vernieuwing van de "C.C.A.T.M.". Het aantal leden blijft onveranderd ongeacht de evolutie van de bevolking tijdens de duur van de mandaten.

Voor elk lid kan de gemeenteraad één of meer plaatsvervangers aanwijzen die dezelfde belangen behartigen als het betrokken gewoon lid.

Naast de voorzitter is de "C.C.A.T.M." samengesteld uit :

- twaalf leden voor een bevolking van minder dan twintigduizend inwoners;
- zestien leden voor een bevolking van minstens twintigduizend inwoners.

Voorzitterschap

De voorzitter van de gemeentelijke commissie wordt door de gemeenteraad gekozen onder de personen die hun kandidatuur ingediend hebben overeenkomstig de modaliteiten van de openbare oproep.

De voorzitter mag geen gemeenteraadslid zijn.

Het lid van de gemeenteraad dat bevoegd is voor ruimtelijke ordening en stedenbouw en de adviseur inzake de ruimtelijke ordening en stedenbouw bedoeld in artikel 12, § 1, 6°, van het Wetboek, hebben van ambtswege zitting in de gemeentelijke commissie met raadgevende stem.

De voorzitter is lid noch plaatsvervangend lid en mag bijgevolg niet meegerekend worden. Hij heeft geen plaatsvervanger.

Gemeentevierde

Wat het gemeentevierde betreft, wordt in artikel 7 van het Wetboek bepaald dat de gemeentelijke commissie voor één vierde uit door de gemeenteraad afgevaardigde leden bestaat. Dit vierde wordt verdeeld naar evenredigheid van de vertegenwoordiging van de meerderheid en de minderheid binnen de gemeenteraad en wordt respectievelijk gekozen door de gemeenteraadsliden van de ene en de andere.

Op verzoek van de gemeenteraad kan van de evenredigheidsregel worden afgeweken ten gunste van de minderheid.

De gemeenteraadsliden van de meerderheid, enerzijds, en van de minderheid, anderzijds, wijzen hun respectievelijke vertegenwoordigers aan. Deze beslissingen worden vervolgens door de gemeenteraad bekrachtigd.

Andere leden

De andere leden en hun eventuele plaatsvervangers worden gekozen onder de personen die zich kandidaat hebben gesteld binnen de in de openbare oproep bepaalde termijn. Een lid kan niet tegelijk plaatsvervanger zijn; een plaatsvervanger kan alleen de plaatsvervanger van één enkel lid zijn.

Indien de gemeenteraad beslist één of meerdere plaatsvervangers aan ieder lid toe te voegen, moeten deze laatste dezelfde belangen of, bij gebrek, gelijkaardige belangen behartigen.

Onder alle voorgedragen kandidaten kiest de gemeenteraad de leden.

De belangen worden bepaald naar gelang de motivering in de kandidaatstellingen.

Indien een vereniging wenst vertegenwoordigd te worden, kan ze een persoonlijke instemmende kandidaatstelling steunen. Indien een lid een vereniging wenst te vertegenwoordigen, moet hij een uitdrukkelijke machtiging van deze vereniging kunnen tonen.

In haar keuze, voor het geheel van de commissie, kan de gemeenteraad ook gebruik maken van het bepaalde van het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de gewestelijke adviesorganen (*Belgisch Staatsblad* van 20 mei 2003), inzonderheid artikel 3 waarin wordt bepaald dat hoogstens twee derde van de leden van een adviesorgaan van hetzelfde geslacht zijn.

Onverenigbaarheid

Het feit dat een zaak niet door dezelfde persoon onderzocht en berecht kan worden, geldt steeds als algemeen beginsel.

Aangezien de gemeente er belang bij heeft om verscheidene adviezen in te winnen, is het aangewezen het advies van de "C.C.A.T.M." te onderscheiden van de door administraties uitgebrachte adviezen.

Bijgevolg mogen de ambtenaren die, in het kader van hun beroep, dossiers in verband met de gemeente moeten behandelen of een beslissing daarover moeten nemen inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw, patrimonium en mobiliteit, geen voorzitter, lid of plaatsvervanger zijn van de "C.C.A.T.M.". Een attest van de hiërarchisch meerdere zal de functies van de ambtenaar die eventueel zijn kandidatuur ingediend heeft, bepalen. De onverenigbaarheden met betrekking tot de behandeling van de mobiliteitsdossiers beperken zich tot de aanvragen behandeld op grond van het Wetboek.

Personen kunnen naar gelang de agenda door de "C.C.A.T.M." als deskundigen worden opgeroepen. Er zijn geen permanente deskundigen. De deskundigen mogen aan de beraadslagingen niet deelnemen.

Als de voorzitter, een lid of een plaatsvervanger rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken is bij een dossier behandeld door de "C.C.A.T.M.", moet hij de zitting verlaten en mag hij geenszins aan de stemming deelnemen.

IV. BEVOEGDHEDEN

Naast de adviezen die ze vanwege het Wetboek moet geven, kan de commissie initiatiefadviezen geven over de onderwerpen die zij als relevant beschouwt.

Het gemeentecollege of de gemeenteraad kan op eigen initiatief dossiers voor advies aan de "C.C.A.T.M." voorleggen.

Zo kan onder andere de uitdrukkelijke verwijzing naar de bevoegdheid inzake mobiliteit leiden tot het bevoordelen van dit aspect in de adviezen, inzonderheid wat het openbaar vervoer of de inrichtingen voor personen met een beperkte beweeglijkheid betreft.

V. PROCEDURE

1. Oprichting of vernieuwing

a. Beslissing van de gemeenteraad

Indien de gemeentelijke commissie reeds bestaat, beslist de gemeenteraad binnen drie maanden na zijn eigen oprichting over de vernieuwing ervan. Het gaat hier om een termijn van orde.

Binnen zes maanden na zijn eigen oprichting beslist de gemeenteraad over de oprichting van de "C.C.A.T.M.". Het gaat hier ook om een termijn van orde.

In beide gevallen belast de gemeenteraad het gemeentecollege met een openbare oproep binnen de maand na de beslissing tot oprichting of vernieuwing van de commissie.

b. Openbare oproep

° Termijn

Het gemeentecollege stelt de openbare oproep op en bepaalt de daaraan verbonden termijn. De termijn zal voldoende zijn om zo veel mogelijke kandidaatstellingen mogelijk te maken. Op ideale wijze zou deze termijn minimum dertig kalenderdagen bedragen.

° Wijze van bekendmaking

Het model en de afmetingen moeten met de bepalingen van artikel 7, § 3, tweede lid, van het wetboek overeenstemmen. Bij een decretale wijziging terzake, blijven het model en de afmetingen bedoeld in het vorig artikel van toepassing tot de inwerkingtreding van een nieuw wijzigend uitvoeringsbesluit.

Het bericht moet naar gelang het geval in de bladzijden met streeknieuws van drie Franstalige of Duitstalige dagbladen worden bekendgemaakt. Het bericht kan ook bekendgemaakt worden in gemeentelijke informatiebladen of in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld of op een gemeentelijke website.

° Kandidaatstelling

De kandidaatstellingen moeten, binnen de termijnen en uiterlijk de dag voor de datum aangegeven in de openbare oproep, bij aangetekend schrijven gericht worden aan het gemeentecollege of tegen ontvangstbewijs neergelegd worden op het gemeentehuis.

In de kandidaatstelling zullen minstens de naam, voornaam, woonplaats, leeftijd, geslacht, motivatie, functie en (sociale, economische, patrimoniale, leefmilieu en mobiliteit) belangen die de kandidaat wenst te behartigen, worden vermeld.

Wat de weergave van de leeftijdsopbouw betreft, dient verwezen te worden naar artikel 488 van het Burgerlijk Wetboek waarin staat dat de meerderjarigheid is vastgesteld op de volle leeftijd van achttien jaar, op die leeftijd is men bekwam tot alle handelingen van het burgerlijk leven, in casu de indiening van een kandidatuur.

De gemeentesecretaris maakt een chronologische lijst op van de kandidaatstellingen, die bij het dossier gevoegd zal worden wanneer de leden en plaatsvervangers door de gemeenteraad aangewezen worden.

° Bijkomende oproep

Als het aantal ontvangen kandidaturen tijdens de openbare oproep onvoldoende is, kan het gemeentecollege beslissen om een bijkomende oproep op te stellen. Deze oproep gaat in op de datum vastgelegd door het gemeentecollege.

c. Keuze van de voorzitter, van de leden en de plaatsvervangers

De aanwijzing van de voorzitter, de leden en de plaatsvervangers wordt vermeld in eenzelfde beraadslaging van de gemeenteraad.

De gemeenteraad heeft twee maanden na het einde van de openbare oproep om de voorzitter en de leden te kiezen en de plaatsvervangers aan te wijzen.

Om alle mogelijke disfunctie te vermijden, is het aangewezen één of meer plaatsvervangers toe te voegen.

De gemeenteraad zorgt ervoor dat de plaatsvervangers hiërarchisch worden gerangschikt om de plaatsvervanger te kunnen identificeren die over de prerogatieven van het lid tijdens diens afwezigheid zal beschikken.

d. Berekening van het gemeentevierde

Voor de berekening van het gemeentevierde komt de voorzitter niet in aanmerking. De berekening gebeurt als volgt:

Aantal leden van de "C.C.A.T.M."	Aantal gemeenteraadsleden of hun afgevaardigden
12	3
16	4

Een gewone regel van drieën zal voor de juiste afrekening van deze vertegenwoordiging zorgen. Wanneer de uitslag van de berekening een getal met decimalen is, moeten de waarden van 0,01 tot 0,49 op een hele eenheid naar beneden worden afgerond en de waarden van 0,50 tot 0,99 op een hele eenheid naar boven.

het aantal leden die de meerderheid in het gemeentevierde vertegenwoordigen =

$$\frac{\text{aantal gemeenteraadsleden van de meerderheid}}{\text{totaal aantal gemeenteraadsleden vertegenwoordigen}} \times \text{aantal leden die het gemeentevierde}$$

het aantal leden die de minderheid in het gemeentevierde vertegenwoordigen =

$$\frac{\text{aantal gemeenteraadsleden van de oppositie}}{\text{totaal aantal gemeenteraadsleden vertegenwoordigen}} \times \text{aantal leden die het gemeentevierde}$$

bijvoorbeeld : de gemeente telt 22.000 inwoners, de gemeenteraad bestaat uit 25 leden, onder wie 17 leden de meerderheid vertegenwoordigen en 8 leden de minderheid. De "C.C.A.T.M." bestaat uit 16 leden. Naast de eventuele plaatsvervangers telt het gemeentevierde dus 4 leden en wordt samengesteld als volgt :

Voor de meerderheid :

$$\frac{17}{25} \times 4 = 2,74 \text{ leden hetzij } 3 \text{ leden}$$

Voor de minderheid :

$$\frac{8}{25} \times 4 = 1,28 \text{ lid hetzij 1 lid}$$

Ter herinnering, op verzoek van de gemeenteraad kan er van de evenredigheidsregel worden afgeweken maar uitsluitend ten voordele van de minderheid.

2. Gedeeltelijke vernieuwing tijdens de duur van de mandaten

In geval van wettige reden kan de gemeenteraad tijdens de duur van de mandaten tot de gedeeltelijke vernieuwing van de "C.C.A.T.M." overgaan bijvoorbeeld als het aantal plaatsvervangers niet toelaat om de openstaande betrekkingen in te vullen. Bij de gedeeltelijke hernieuwing wordt de openbare oproep opgesteld in functie van het aantal openstaande mandaten.

Deze gedeeltelijke vernieuwing neemt alle formaliteiten voor de oprichting of volledige vernieuwing van een "C.C.A.T.M." in acht.

Elke wijziging moet gerechtvaardigd worden.

Voorzitterschap

Als het mandaat van de voorzitter openstaat, kan de gemeenteraad zijn vervanging aan de Regering voorstellen overeenkomstig artikel 7 van het Wetboek en het huishoudelijk reglement.

Deze aanwijzing wordt bij ministerieel besluit bekrachtigd.

Binnen het gemeentevierde

Tijdens de duur van de mandaten kan een mandaat binnen het gemeentevierde openvallen ingevolge een ontslag, een overlijden, een onverenigbaarheid of indien één of meerdere vertegenwoordigers van de gemeenteraadsleden van een politieke richting binnen het gemeentevierde het vertrouwen van deze gemeenteraadsleden niet meer krijgen.

In dit geval stellen de gemeenteraadsleden de gemeenteraad voor dit lid of deze leden te vervangen door kandidaten die ze zelf hebben gekozen. Zij kunnen ook plaatsvervangers vervangen of weglaten of hun aantal vergroten.

Bij ministerieel besluit wordt de aanwijzing van nieuwe leden van het gemeentevierde bekrachtigd.

De gemeenteraad zal, in voorkomend geval, akte nemen van het in gebreke blijven van één of meerdere plaatsvervanger(s). Deze beraadslaging wordt ter informatie aan de Regering voorgelegd.

Onder de andere leden

° *Openstaand mandaat als lid*

Indien het mandaat van een lid openstaat, neemt de gemeenteraad hiervan akte en kiest hij de vervanger onder zijn plaatsvervangers volgens de eerder vastgestelde hiërarchische volgorde. Bij gebreke aan een plaatsvervanger kan de gemeenteraad ook een plaatsvervanger van een ander lid kiezen, dat hetzelfde belang of, bij gebrek, een gelijkaardig belang behartigt in verband met de keuze die hij bij zijn kandidaatstelling heeft geuit.

De aanwijzing van het nieuwe lid wordt bij ministerieel besluit bekrachtigd.

Bij ontstentenis van de plaatsvervanger moet de gemeenteoverheid overgaan tot de gedeeltelijke of zelfs volledige vernieuwing van haar "C.C.A.T.M.".

° *Openstaand mandaat als plaatsvervanger*

Indien het mandaat van een plaatsvervanger openstaat, neemt de gemeenteraad hiervan akte. Hij zal :

- o ofwel een plaatsvervanger aanwijzen volgens de eerder vastgestelde hiërarchische volgorde;
- o ofwel een plaatsvervanger van een ander lid aanwijzen die hetzelfde belang of, bij gebrek, een gelijkaardig belang behartigt;
- o ofwel niet tot zijn vervanging overgaan.

Deze beraadslaging wordt ter informatie aan de Regering voorgelegd.

Deze beslissing wordt niet bij ministerieel besluit bekrachtigd.

Elk openstaand mandaat (lid of plaatsvervanger) moet het voorwerp uitmaken van een rechtvaardiging bij beraadslaging van de gemeenteraad en, in voorkomend geval, door het sturen van de ontslagbrief.

De kandidaten die bij de installatie van de "C.C.A.T.M." niet in aanmerking werden genomen, worden niet in een wervingsreserve opgenomen.

3. Ontbinding van de "C.C.A.T.M."

Overeenkomstig artikel 7, § 2, eerste lid, van het Wetboek, ofwel op eigen initiatief ofwel op voordracht van de gemeenteraad, kan de Regering het besluit tot oprichting van de gemeentelijke commissie opheffen wanneer deze commissie niet meer bijeenkomt, onregelmatig werkt of wanneer de in het eerste lid bedoelde beslissing tot vernieuwing niet wordt genomen.

Indien de Regering tijdens de duur van de mandaten vaststelt dat de "C.C.A.T.M." haar opdrachten niet regelmatig vervult, richt ze een schrijven aan de gemeenteoverheid om haar op de hoogte ervan te brengen en verzoekt ze haar om de toestand te regulariseren.

Indien de toestand binnen drie maanden niet geregulariseerd is, kan de Regering op eigen initiatief tot de ontbinding van de "C.C.A.T.M." overgaan.

VI. WERKING VAN DE "C.C.A.T.M."

1. Huishoudelijk reglement

De Regering stelt de commissie in en bepaalt gelijktijdig haar huishoudelijk reglement.

Dit reglement is een referentiemiddel voor de werking van de commissie.

Bij de oprichting of de vernieuwing van de "C.C.A.T.M.", dienen de gemeenteoverheden aan de Regering een ontwerp van nieuw huishoudelijk reglement of een aanpassing van dit reglement in functie van de vigerende decreetsbepalingen voor te stellen.

Elke wijziging wordt bij ministerieel besluit bekrachtigd.

Een model van het huishoudelijk reglement kan bij het "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine - Direction de l'Aménagement local" (Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium - Directie Plaatselijke Inrichting), rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes (081-33 25 43 of 081-33 25 82) verkregen worden.

2. Werkingstoelage

De gemeente waarvan de commissie kan aantonen dat ze, overeenkomstig artikel 255/1 van het Wetboek, haar bevoegdheden geregeld heeft uitgeoefend tijdens het jaar vóór de subsidieaanvraag, komt voor een jaarlijkse subsidie in aanmerking.

De aanvraag, waarbij het activiteitenverslag van het afgelopen jaar gevoegd is, wordt door het gemeentecollege bij "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine - Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme" (Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium - Afdeling Inrichting en Stedenbouw) ingediend binnen de eerste drie maanden na het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd. De nodige formulieren zijn beschikbaar op de website van het "Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine" (Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium).

Deze omzendbrief vervangt de ministeriële omzendbrief van 12 januari 2001.

Namen, 19 juni 2007.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2007/31354]

27 JUILLET 2007. — Circulaire relative à l'élaboration du budget de l'exercice 2008 des centres publics d'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale

A Mesdames et Messieurs les Présidents et membres des Conseils de l'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale

A Mesdames et Messieurs les membres des Collèges des Bourgmestres et Echevins

A Mesdames et Messieurs les Secrétaires et Receveurs

A Mesdames et Messieurs les Inspecteurs

1. Généralités

1.1 Liminaire

La présente circulaire a pour objet l'élaboration des budgets des centres publics d'action sociale pour l'exercice 2008.

De manière générale et sauf dispositions contraires, les directives des circulaires précédentes restent d'application. A cet effet, et pour votre facilité, nous transcrivons en gras les quelques ajouts et/ou commentaires par rapport à la circulaire du Collège réuni du 20 juillet 2006 relative à l'élaboration des budgets de l'exercice 2007 là où ceux-ci s'imposent.

1.2 Transmission des documents et des annexes

- En vertu de l'article 88 de la loi organique, les conseils de l'action sociale doivent soumettre leur budget avant le 15 septembre de l'année précédant l'exercice, à l'approbation du conseil communal, accompagné des documents visés à cet article ainsi que de ceux énumérés ci-dessous dans la présente circulaire. Il est impératif que ce délai soit scrupuleusement respecté d'autant plus qu'en comptabilité publique les crédits budgétaires ont un caractère limitatif. Le conseil communal dispose alors de 40 jours pour se prononcer.

- Le budget est la traduction chiffrée de la politique sociale que mène le CPAS et des moyens dont celui-ci dispose pour les réaliser.

- Un exemplaire du budget et de ses annexes (voir infra) sera communiqué à la Direction de la tutelle des CPAS du Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune à l'adresse suivante :

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction de la Tutelle sur les CPAS
20, Boulevard du jardin botanique
1035 Bruxelles

- En cas d'improbation ou de réformation du budget du centre par le conseil communal, le dossier complet sera communiqué par les soins du centre dans les 40 jours à la Direction précitée.

- Dans les autres cas, le dossier complet est envoyé au Collège réuni par les soins du centre dans les 15 jours suivant la réception de la décision du conseil communal approuvant le budget ou l'expiration du délai de 40 jours emportant approbation tacite.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2007/31354]

27 JULI 2007. — Omzendbrief houdende het opmaken van de begroting voor het dienstjaar 2008 van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Aan de dames en heren Voorzitters en Leden van de raden voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Aan de dames en heren, leden van de Colleges van Burge-meester en Schepenen,

Aan de dames en heren, Secretarissen en Ontvangers,

Aan de dames en heren Inspecteurs,

1. Algemeen

1.2 Inleiding

Het onderwerp van deze omzendbrief is de opmaak van de begrotingen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor het dienstjaar 2008.

Over het algemeen en behoudens andere bepalingen, blijven de richtlijnen van de voorgaande omzendbrieven van toepassing. De aanvullingen en/of de commentaren ten opzichte van de omzendbrief van het Verenigd college d.d. 20 juli 2006 met betrekking tot de begroting 2007 worden in het vet aangeduid.

1.2 Doorsturen van documenten en bijlagen

- Krachtens artikel 88 van de organieke wet, moeten de raden voor maatschappelijk welzijn, vóór 15 september van het jaar dat aan het dienstjaar voorafgaat, hun begroting ter goedkeuring voorleggen aan de gemeenteraad samen met de documenten bedoeld in dat artikel en met die waarvan sprake in deze omzendbrief. Het is absoluut noodzakelijk dat die termijn nauwgezet in acht wordt genomen, temeer omdat de begrotingskredieten van de uitgaven in de overheidsboekhouding een limitatief karakter hebben.

- De begroting is de vertaling in cijfers van het sociale beleid dat het OCMW voert en van de middelen waar het over beschikt om dit uit te voeren.

- Eén exemplaar van de begroting dient samen met de bijlagen (zie hieronder) naar de directie toezicht OCMW's van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te worden gestuurd op het volgende adres :

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Directie Toezicht OCMW's
Kruidtuinlaan 20
1035 Brussel

- Bij niet-goedkeuring of herziening van de begroting door de gemeenteraad, wordt het volledige dossier door het centrum naar bovenstaande directie gestuurd binnen 40 dagen.

- Binnen veertien dagen na ontvangst van de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de begroting of na het verstrijken van de termijn van 40 dagen waardoor de goedkeuring stilzwijgend verleend wordt, dient het centrum het volledig dossier door te sturen aan het Verenigd College.